

**IRTS-IDS
NORMANDIE**



Institut Régional du Travail Social
et du Développement Social

JANVIER 2018

La prise en charge des condamnés en milieu ouvert par les travailleurs sociaux de l'administration pénitentiaire : bibliographie

Journée d'étude organisée par le P2RIS avec Xavier de Larminat - le jeudi 11 janvier 2018

Ouvrages

FREUND, V. **LE METIER D'EDUCATEUR DE LA PJJ**. : Paris : La Découverte, 2010, 190 P., O- 5.4.2 FREU

3ème édition mise à jour de ce livre présentant les différents aspects du métier d'éducateur de la PJJ : cadre général (historique du métier, textes fondateurs, articulation entre éducatif et judiciaire) ; domaines d'intervention (dans les structures type FAE, CER, CPI, CEF..., en milieu ouvert, les activités d'insertion). Sont ensuite abordées les questions liées à l'identité professionnelle, la formation, l'éducatif à l'épreuve des politiques sécuritaires.

DELAMOTTE, D. - TOURNEBISE, T. **FACE A LA DELINQUANCE - UN REGARD NOVATEUR SUR LA PREVENTION DE LA RECIDIVE**. : Paris : L'Harmattan, 2013, 139 P., N- 7 DELA

Ce livre, dans un premier temps, propose de comprendre les systèmes pénitentiaires ainsi que le travail des conseillers d'insertion et de probation. Dans un second temps, il présente un regard sous l'angle de la psychologie permettant de comprendre comment des groupes de parole, et une certaine qualité d'écoute viennent renforcer ce travail social en vue d'une prévention de la récidive.

BRESSON, M. - COLOMB, F. - GASPARD, J-F. - et al. **LES TERRITOIRES VECUS DE L'INTERVENTION SOCIALE**: VILLENEUVE D'ASCQ : PU DU SEPTENTRION, 2015, 257 P., O- 1.1 BRES

L'intervention sociale est abordée dans ce livre dans un sens large qui englobe à la fois les politiques et les institutions, les pratiques professionnelles ou bénévoles, en relation avec les populations/les usagers, afin de répondre aux "problèmes sociaux" tels que les identifie une société donnée. Ce livre propose dans une première partie d'interroger les politiques d'intervention sociale et la diversité des échelles d'analyse. Ensuite, dans une deuxième partie, des contributions analysent la manière dont les territoires politiques et institutionnels s'articulent avec les territoires vécus investis par les professionnels et les bénévoles. Enfin, la dernière partie s'intéresse aux professionnels, bénéficiaires de prestations sociales, les usagers des équipements de proximité, des services à domicile ou encore les habitants de quartiers sensibles qui vivent aussi l'enjeu territorial dans leur pratique quotidienne de l'intervention sociale...

BRUEL, A. **PRATIQUES ET EVOLUTIONS DE LA JUSTICE DES MINEURS - APERCUS DE CLINIQUE JUDICIAIRE**. : Toulouse, : Erès, 2015, 322 P., C- 3.3 BRUE

Depuis une vingtaine d'années on observe la mise en place d'une politique éloignant le judiciaire de l'éducatif. A l'heure de la remise en chantier de l'ordonnance de 45, cet ouvrage d'un magistrat ancien président du tribunal pour enfants de Paris, repense les pratiques de la justice des mineurs et interroge les éléments qui pèsent sur la décision judiciaire. Cet ouvrage constitue un manifeste ; l'auteur y prône un autre langage, qu'il qualifie de clinique, celui du professionnel mesurant dans son cabinet le fossé qui sépare les difficultés des gens et les stratégies politiques censées y répondre.

SALLEE, N. **EDUQUER SOUS CONTRAINTE - UNE SOCIOLOGIE DE LA JUSTICE DES MINEURS**. : [S.I.] : EHESS, 2016, 227 P., N- 5 SALL

La justice des mineurs a été soumise à d'importants changements qui heurtent l'esprit fondateur de la protection judiciaire de la jeunesse. Ce livre analyse dans ce contexte l'action des éducateurs en milieu ouvert, en centre éducatif fermé et en prison pour mineurs. Ceux-ci tentent d'en préserver la dimension éducative mais voient émerger un modèle éducatif fondé sur une revalorisation de l'enfermement et de la contrainte pénale.

DE LARMINAT, X. **HORS LES MURS - L'EXECUTION DES PEINES EN MILIEU OUVERT**: Paris : PUF, 2017, 216 p., N- 6 DELA

A partir d'enquêtes ethnographiques dans deux services de probation, l'auteur aborde les grandes lignes de l'institutionnalisation des services de probation, à travers leur processus de rattachement à l'administration pénitentiaire et l'expansion du nombre de mesures ; le profil des agents de probation et les modes de prise en charge des condamnés.

LE REST, P. **LES NOUVEAUX ENJEUX DE L'ACTION SOCIALE EN MILIEU OUVERT : REALITES, DEFIS ET PERSPECTIVES D'AVENIR POUR LES ACTEURS**. : Toulouse : Erès, 2009, 338 P., BIBLIOGR, C- 3.3 LERE

Les enjeux du travail social sont aujourd'hui plus que jamais territorialisés et les travailleurs sociaux doivent apporter des réponses précises à des interrogations politiques. Pascal Le Rest aborde les politiques sociales à l'épreuve de la globalisation ; les parcours des personnes en difficulté sociale dans la France du XXI^{ème} siècle (la mondialisation, les trajectoires de vie de jeunes : l'école, la famille, le groupe de pairs, le quartier,

etc.) ; le contexte sociétal de l'action sociale (les mineurs délinquants face à la justice, les réalités sociales récentes qui génèrent de nouveaux dispositifs et modalités d'intervention en direction des jeunes majeurs, les conduites à risque des jeunes et la responsabilité accrue des parents qui pèse sur les dispositifs). Ainsi dans son livre, l'auteur montre que les travailleurs sociaux sont en mesure de répondre aux difficultés que rencontrent les jeunes. Un chapitre recense les principales lois évoquées, les sigles, les références bibliographiques, les adresses et les sites internet utiles.

YOUF, D. JUGER ET EDUQUER LES MINEURS DELINQUANTS. : Malakoff : Dunod, 2009, 231 P., C- 2.3
YOUF

Après une première partie ressituant les principes de l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante et une réflexion sur leur mise en application, ce livre met en lumière la crise de ce modèle d'intervention (ses faiblesses, le processus de sa déconstruction) dans lequel nombre de professionnels continuent de se reconnaître. Il met dans le même temps en lumière l'apparition, à travers l'évolution des différentes lois, d'un nouveau modèle dont il analyse la philosophie. Il défend enfin l'idée qu'une troisième voie est possible, en mettant notamment l'accent sur "l'impératif éducatif" et la nouvelle pédagogie mise en avant par la PJJ et s'appuyant sur deux principes : la socialisation du jeune et le développement de ses capacités.

PERDRIOLLE, S. - MINISTERE DE LA JUSTICE JUSTICE, DELINQUANCE DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS. UN ETAT DES CONNAISSANCES. : [S.I.] : MINISTERE DE LA JUSTICE, 2015, 104 P., N- 5 JUST

Pour le 70 ème anniversaire de l'Ordonnance de 45, ce document présente un état des connaissances de la délinquance juvénile et de la justice des mineurs. Il rassemble des travaux issus de la recherche historique, sociologique, juridique et médicale et des publications de praticiens et rapports de contrôle de l'action des services publics. Sont abordés : - l'adolescence et le passage à l'âge adulte ; - les facteurs de vulnérabilité, la typologie des délinquances juvéniles et les sorties de délinquance ; - l'évolution de la justice des mineurs au regard des évolutions contemporaines et européennes et la prise en charge des adolescents délinquants. Ce document comprend également les actes de la journée de débats et de perspectives organisée autour de quatre tables rondes intitulées : Que savons-nous de l'adolescence aujourd'hui ? Délinquance juvénile : une figure connue ? Education des jeunes délinquants : quelles pistes pour travailler mieux ? Evolution des pratiques judiciaires : quelle justice des enfants et adolescents pour demain ?

YOUF, D. UNE JUSTICE TOUJOURS SPECIALISEE POUR LES MINEURS ? : PARIS :
DOCUMENTATION FRANCAISE (LA), 2015, 159 P., N- 5 YOUF

Notre société veut-elle juger ses mineurs comme des majeurs ? Comment dépasser l'opposition entre les partisans du modèle protecteur-éducatif et les tenants de la sanction et de la dissuasion ? Pour répondre à ces questions, l'auteur propose une présentation claire et accessible des enjeux d'un grand débat de société ; des comparaisons internationales pour ouvrir la réflexion et des encadrés pour apporter des informations complémentaires.

Revue

DELLANGNOL, C. 24 H DANS LA VIE... D'UN CONSEILLER D'INSERTION ET DE PROBATION : L'HOMME DE PEINES. : in *ASH MAGAZINE*, MARS-AVRIL 2008, n°26, P.P. 24-27

Cet article relate les 24 heures dans la vie d'un conseiller d'insertion et de probation à la maison d'arrêt de Dijon. Sa mission est d'apporter un accompagnement social permettant aux détenus de construire leur projet de sortie. Dans cet article : une fiche métier du Conseiller d'insertion et de probation.

LE BRACELET ELECTRONIQUE, UNE LIBERTE TRES SURVEILLEE (DOSSIER). : in *Lien social*, 5 JUIN 2008, n°887, P.P. 8-16

Ce dossier constitué de plusieurs points de vue sur le placement sous surveillance électronique montre que ce dispositif ne constitue pas une solution envisageable pour tous les détenus. Il s'attache à démontrer la différence entre le placement sous surveillance électronique (PSE) qui s'adresse aux auteurs de petits délits, condamnés à des peines de moins d'un an de prison ferme et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM) qui concerne les détenus condamnés pour crime et dont la peine est supérieure à sept ans.

ROUFF, K. LA PRISON ET APRES ? : POUR QUE LA PUNITION S'ARRETE A LA SORTIE. : in *Lien social*, 12 NOVEMBRE 2009, n°949, P.P. 10-16

La réinsertion professionnelle des personnes qui quittent les murs de la prison laisse à désirer. Le projet de loi pénitentiaire adopté par le Parlement le 13 octobre changera peut-être la donne en développant les aménagements de peine et en confiant dans un cadre expérimental, la formation professionnelle des détenus à

des Régions à partir de 2010. Au sommaire de ce dossier : - Le placement extérieur, gage de réinsertion - Entretien avec P. Pottier, adjoint au sous directeur des personnes placées sous main de justice au sein de l'administration pénitentiaire : "l'administration pénitentiaire doit préparer l'insertion des détenus."

MAREST, P. **LOI PENITENTIAIRE : DU PAREIL AU PIRE.** : in *Dedans dehors*, DECEMBRE 2009, n°70-71, P.P. 9-26

Au sommaire de ce dossier des articles intitulés : - La loi pénitentiaire est une loi inapplicable en l'état - La sécurité pénitentiaire est l'ennemie de la sécurité publique - Loi pénitentiaire : ce que dit le texte - "Nous ne pouvons nous résoudre aux commentaires inspirés de la vulgate foucauldienne. - "En prison, une porte ouverte ou fermée, ça change tout" - "Pas de confiance sans confidentialité".

MAREST, P. **POUR QUE CESSE LA "HONTE". DES PRISONS SANS PEINE, DES PEINES SANS PRISON.** : in *Dedans dehors*, JUILLET 2009, n°69, P.P. 27-48

Au sommaire de ce dossier : des articles intitulés : - Une politique pénale "libérale-autoritaire" ; interview de Martine Herzoz-Evans : "Tout le monde attend la patrie auto-proclamée des droits de l'homme au tournant" - Au dessus des lois et en dehors du droit...

LA LOI PENITENTIAIRE : AMENAGEMENT DE PEINES, ALTERNATIVES A L'INCARCERATION, REGIME DE DETENTION. : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 22 OCTOBRE 2010, n°2679, P.P. 47-53

La loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 a prévu un ensemble de dispositions visant à développer les aménagements de peines, à faciliter le recours aux alternatives à la détention (travail d'intérêt général, assignation à résidence avec surveillance électronique...) ainsi qu'à aménager les régimes de détention (encellulement individuel, régime disciplinaire...). Dans ce premier numéro de la revue ASH, il est question des mesures relatives aux aménagements de peines (le renforcement du recours à ces mesures ; la mise en place de procédures simplifiées ; l'exécution des fins de peines sous surveillance électronique.

LEFEBVRE, C. **PRISE EN CHARGE DES DELINQUANTS SEXUELS EN MILIEU OUVERT : PARLER POUR NE PAS RECHUTER (DOSSIER).** : in *Lien social*, SUPPLEMENT - 16 OCTOBRE 2008, n°901, P.P. 10-15

Deux conseillères d'insertion et de probation du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Besançon et d'Angoulême animent un groupe de parole pour délinquants sexuels à l'extérieur de la prison. Leur objectif : prévenir la récidive en amenant les personnes à comprendre les circonstances qui les ont conduites à passer à l'acte. Ce dossier comporte deux entretiens : - celui de Roland Coutenceau, psychiatre des hôpitaux et président de la Ligue française de santé mentale, membre du conseil de pilotage au ministère de la Justice sur la question des groupes de parole - "Ils ont autant sinon plus besoin d'éducatif que de thérapeutique" - et celui de Pierre Lamothe, chef du service médico-psychologique régional de Lyon - "Je trouve extrêmement risqué de généraliser ce type d'intervention".

LANGLET, M. **LES CONSEILLERS D'INSERTION ET DE PROBATION EN QUETE D'IDENTITE (DOSSIER)** : in *Lien social*, 8 AVRIL 2010, n°968, P. P. 10-16

Les conseillers d'insertion et de probation (CIP) voient leurs missions redéfinies. Depuis toujours, ce métier oscille entre travail social, contrôle et probation. Sont-ils plutôt des travailleurs sociaux ou des personnels de justice ? Points de vue et analyse sur l'évolution de cette profession.

BOUGEARD, N. **LA PRISON SANS BARREAUX (DOSSIER).** : in *Lien social*, 24 JUIN 2010, n°978, P.P. 10-16

Ce dossier relate le succès de la pratique du placement extérieur collectif dans le Morbihan portant le dispositif à une capacité d'accueil de trente-sept places et un taux de non-récidive de 82 %. Reportage en pleine campagne, dans la commune de Bubry où la prise en charge médico-psychologique est mise en place pour aider les détenus qui ont des problèmes d'addiction (alcool, toxicomanie). Pour finir, un entretien avec Aurore Carpentier, juge d'application des peines : "Le placement extérieur en chantier permet de garder des liens".

BOUGEARD, N. - CROZAT, B. **TRAVAIL D'INTERET GENERAL. LES SERVICES PENITENTIAIRES D'INSERTION ET DE PROBATION AU COEUR DU DISPOSITIF(DOSSIER)** : in *Lien social*, 19 MAI 2011, n°1019, P. P. 10-18

Instauré il y a une vingtaine d'années, le travail d'intérêt général qui constitue une alternative à l'incarcération, vise deux objectifs : éviter la détention à un public fragile non dangereux et désengorger les prisons. Le dossier propose un point juridique et donne la parole aux acteurs sur ce dispositif

LE NOUVEAU STATUT DES PERSONNELS PENITENTIAIRES D'INSERTION ET DE PROBATION : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 16 DECEMBRE 2011, n°2737, P.P. 45-50

Présentation de la réforme du statut de la filière "insertion et probation" de l'administration pénitentiaire :

missions, classement et recrutement indiciaire, recrutement, formation et titularisation, avancement, affectation, détachement et intégration, évaluation et notation des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation

VINCENT, S. **LE NOUVEAU STATUT DES PERSONNELS PENITENTIAIRES D'INSERTION ET DE PROBATION (SUITE ET FIN)** : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 23 DECEMBRE 2011, n°2738, P.P.43-49

Cette dernière partie du dossier concerne le statut des directeurs pénitentiaires : missions, modalités de classement et d'échelonnement indiciaire, de recrutement, de formation et de titularisation, d'avancement, d'affectation, de détachement et d'intégration, et enfin d'évaluation et de notation.

BOUAGGA, Y. **LE METIER DE CONSEILLER D'INSERTION ET DE PROBATION : DANS LES COULISSES DE L'ETAT PENAL ?** : in *Sociologie du travail*, JUILLET-SEPTEMBRE 2012, n°3, P.P. 317-337

Etude sur les évolutions du métier de conseiller d'insertion et de probation. Ce texte aborde les transformations du travail social en prison : une redéfinition profonde des missions de prise en charge et les enjeux professionnels, statutaires et éthiques de la juridicisation.

TAMERLO, F. **PREVENTION DE LA RECIDIVE : CONSENSUS CONTRE LE "TOUT CARCERAL"** : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 1ER MARS 2013, n°2799, P.P. 5-7

Face à la difficulté d'anticiper les récidives, la conférence de consensus sur la prévention de la récidive a remis ses préconisations au Premier ministre et à la garde des Sceaux. Parmi elles, créer une peine de probation, indépendante de la prison, réformer le régime de la libération conditionnelle et revoir la chaîne de l'application des peines.

ROUFF, K. **PREVENTION DE LA RECIDIVE : UNE REFORME A LA PEINE.** : in *Lien social*, DU 6 AU 19 FEVRIER 2014, n°1134, P.P. 26-34

Christine Taubira, Garde des Sceaux a annoncé la création d'une peine de probation en milieu ouvert (également appelée "contrainte pénale") qui deviendrait la principale alternative à l'incarcération - et la promesse d'augmenter le nombre de conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP). Malgré ces avancées, les organisations professionnelles jugent que la réforme manque d'ambition. Dans ce dossier : reportage à Paris : Un sas entre la prison et la vie autonome et un entretien sur la récidive avec Denis Salas, magistrat.

BOUGEARD, N. **INTERVENIR EN PRISON. SE SAISIR DU MOINDRE DETAIL (DOSSIER)** : in *Lien social*, 19 MARS 2015, n°1159, P.P. 25-31

Ce dossier est consacré à l'intervention en milieu carcéral. Au sommaire : -l'exercice des conseillers d'insertion et de probation ; - l'accès des services médicaux pour les détenus ; - un entretien avec une psychologue travaillant auprès des personnels de l'administration pénitentiaire.

GANDANGER, C. **ACCOMPAGNER LES SORTANTS DE PRISON: UN TEMPS POUR OSER L'EXTÉRIEUR** : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 19 MAI 2017, n°3011, P.P. 16-20

Zoom sur un dispositif expérimental mené en Meurthe et Moselle qui prépare les détenus à leur sortie de prison. Deux éducateurs du SIAO les accompagnent dans leur recherche de logement/hébergement mais également d'accès aux droits en partenariat avec les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation.

RAYMOND, G. **PRATIQUE EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT TMOIGNAGE A L'APPUI** : in *Les Cahiers dynamiques*, AVRIL 2005, n°34, P.P. 82-85

L'auteur commente l'écrit d'une éducatrice au CAE de Grenoble sur le travail éducatif qui restitue pleinement toute l'épaisseur de l'action éducative.

DUPUY, J-M. **L'INTERVENTION DE L'EDUCATEUR P.J.J DE MILIEU OUVERT AUPRES DU MINEUR INCARCERE** : in *Adolescence*, HIVER 2005, n°54, P.P.977-981

Cet article constate le retour, constituant une régression, dans le cadre de la prise en charge des mineurs délinquants, à la notion de rééducation, en opposition avec le souci de la prise en compte du sujet dans sa réalité psychique.

JURMAND, J-P. - LEPAGE, J. **DANS LA DYNAMIQUE DU MILIEU OUVERT (1)** : in *Les Cahiers dynamiques*, JANVIER 2008, n°40, P. P. 23-87, BIBLIOGR

Premier volet d'une présentation en deux temps de ce qui constitue le coeur de l'intervention dans le secteur de la PJJ. Ce numéro interroge les questions liées à l'interprofessionnalité, aux outils de prédilection, à la diversité des mesures, aux rapports avec les magistrats, à l'évolution des prises en charge et aux déclinaisons de la loi du 2 janvier 2002.

FICHE, G. - PICHOT, N. - YOUNG, D. **DANS LA DYNAMIQUE DU MILIEU OUVERT (2)** : in *Les Cahiers*

dynamiques, MAI 2008, n°41, P.P. 17-81

Deuxième volet consacré à l'action éducative en milieu ouvert des PJJ. Ce numéro se centre particulièrement sur les questions liées aux savoirs professionnels, les réseaux, les partenariats, les prises en charge conjointes, le travail sur l'acte délictueux, les aménagements de peine, les écrits.

JUSTICE DES MINEURS : LA MAJ, UNE NOUVELLE MESURE EDUCATIVE ? : in *TSA - Travail Social Actualités*, 29 AOÛT 2008, n°1172, P. P. 18-21

La mesure d'activité de jour (MAJ) initiée par la loi de mars 2007 sur la prévention de la délinquance s'adresse à des jeunes délinquants le plus souvent descolarisés ou en perte de repères. Ce dossier présente ce dispositif à mi-chemin entre mesure éducative en milieu ouvert et placement judiciaire.

GUZNICZAK, B. - MEURIN, G. - YOUF, D. **EDUQUER LES MINEURS DELINQUANTS (DOSSIER)** : in *Les Cahiers dynamiques*, JANVIER 2010, n°45, P. P. 17-93, BIBLIOGR

Quelle est la spécificité de l'action éducative dans un cadre pénal ? Quels sont les savoir-faire nécessaires à la prise en charge des mineurs délinquants ? Ce dossier est centré sur les pratiques éducatives auprès des mineurs auteurs de délits, la politique pénale et l'articulation des acteurs de la délinquance des mineurs. Des reportages dans des UEMO (unités éducatives en milieu ouvert) et des regards croisés de professionnels de la justice et de l'éducation complètent le dossier.

PLANTET, J. **MARCHER POUR S'EN SORTIR** : in *Lien social*, 17 FEVRIER 2011, n°1006, P.P. 10-16

Expérience d'un séjour de rupture avec deux jeunes adolescents délinquants. L'équipe d'un STEMO (service territorial éducatif de milieu ouvert) qui remplace le centre d'action éducatif (CAE) a proposé à deux jeunes récidivistes de partir marcher avec un accompagnant pendant plusieurs jours.

SULTAN, C. **"FAIRE DU MILIEU OUVERT LE SOCLE DE L'ACTION EDUCATIVE"** : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 20 JUIN 2014, n°2865, P.P.28-31

Questions à Catherine Sultan, alors directrice de la PJJ, sur les orientations prévues pour la PJJ, donnant priorité au milieu ouvert.

MICHAUD, Y. - CASANOVA, R. **PREVENTION ET GESTION DE LA VIOLENCE (DOSSIER)** : in *Les Cahiers dynamiques*, DECEMBRE 2014, n°60, P.P. 29-141, BIBLIOGR

Les jeunes professionnels s'engageant dans une mission d'éducation en hébergement, en milieu ouvert ou en insertion savent-ils qu'ils seront confrontés à des situations de violence ? Comment considérer la violence ? comme une dimension inhérente au jeune ? les professionnels de l'éducation peuvent-ils la prévenir ?, L'intégrer à des projets de service ? Les contributions de ce dossier essaient de comprendre les phénomènes de violence dans le registre d'un parcours évolutif de certains jeunes afin d'en faire des leviers éducatifs.

CORMIER, H. **TROIS JOURS POUR REDRESSER LA BARRE.** : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 22 JUILLET 2016, n°2970-2971, P.P. 18-22

Le service territorial éducatif de milieu ouvert et d'insertion (STEMOI) de Melun organise des stages de citoyenneté afin de rappeler aux mineurs les règles et les valeurs républicaines de respect et de tolérance et de provoquer une prise de conscience salutaire.

LOPEZ, M-H. - REAU, B. - RUEL, J. **AEMO/AED ALTERNATIVES AU PLACEMENT DE L'ENFANT (DOSSIER)** : in *Empan*, SEPTEMBRE 2016, n°103, P.P. 9-93

Ce dossier propose analyses et réflexions sur l'action éducative en milieu ouvert (AEMO) et l'aide éducative à domicile (AED), et plus largement sur l'évolution de l'intervention éducative dans le cadre de la protection judiciaire de la jeunesse et de la protection de l'enfance. Présentation historique de la mesure de milieu ouvert. Définitions juridiques, études de cas, présentation d'autres dispositifs (mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE)) et services (SEMO) comme alternatives au placement.

BIBARD, D. **LES JEUNES DELINQUANTS ET LES LOIS : LE CAS DE MARSEILLE**: in *Diversité*, juin 2017, n°188, pp. 117-122,

Cet article émane d'une étude réalisée dans les centres de milieu ouvert de la PJJ de Marseille. Après avoir décrit le profil des jeunes, il s'intéresse à leur rapport et leur investissement dans les mesures éducatives déterminées au préalable par les magistrats, afin d'interroger leur rapport à la loi.

RAYNAL, F. **JEUNES SOUS MAIN DE JUSTICE : LA REINSERTION, UNE PARTITION QUI SE JOUE A PLUSIEURS.** : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 27 FEVRIER 2009, n°2598, P.P. 32-35

Pour offrir aux jeunes sous main de justice une réponse ciblée, cohérente et globale, avec en ligne de mire,

l'accès à l'emploi en entreprise marchande et profitant du programme européen Equal, la mission locale du Pays basque, le SPIP des Pyrénées-Atlantiques, et une dizaine de partenaires ont construit une plate forme de compétences, dite "Lotu".

DE LARMINAT, X. **"L'AGENT DE PROBATION QUI ETAIT UN GENERALISTE DEVIENT DE PLUS EN PLUS UN SPECIALISTE"** : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 28 NOVEMBRE 2014, n°2885, p.p. 38-39

Rencontre avec Xavier De Larminat qui a mené une enquête sur la manière dont les mesures de probation ont été exécutées afin de dépasser les habituelles pétitions de principe sur le sens de la peine. Il a publié : Hors les murs. L'exécution des peines en milieu ouvert.

Législation

Loi n°2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines renforçant l'efficacité des sanctions pénales – Journal officiel du 17 août 2014 36 p,

La loi du 15 août 2014, vise à renforcer l'individualisation des peines et l'efficacité des sanctions pénales, en développant des mécanismes d'individualisation.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029362502&categorieLien=id>

Ressources en ligne

INSPECTION GENERALE DES FINANCES - INSPECTION GENERALE DES SERVICES JUDICIAIRES **LES SERVICES PENITENTIAIRES D'INSERTION ET DE PROBATION** : PARIS : DOCUMENTATION FRANCAISE (LA), 2011, 486 P.

Ce rapport dresse un bilan du fonctionnement de l'intervention, du fonctionnement et de l'organisation des SPIP (Services pénitentiaires d'insertion et de probation) douze ans après leur mise en place. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/114000648.pdf>

DE LARMINAT, X. **LA TECHNOLOGIE DE MISE A DISTANCE DES CONDAMNES EN FRANCE. LA CENTRALISATION INFORMATIQUE DES DONNEES SOCIO-JUDICIAIRES** : in *Déviance et société*, SEPTEMBRE 2013, Vol.37 n°3, p.p. 359-373

L'auteur présente une technologie de mise à distance des condamnés en France qui vise à englober l'ensemble de l'activité des agents de probation qui travaillent dans les SPIP. <https://www.cairn.info/revue-deviance-et-societe-2013-3.htm>

DE LARMINAT, X. **L'EXECUTION DES PEINES EN MILIEU OUVERT : ENTRE DIAGNOSTIC CRIMINOLOGIQUE ET GESTION DES FLUX** : 4 p.

Dans ce texte, l'auteur évoque l'exécution des peines en milieu ouvert entre diagnostic criminologique et gestion des flux. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00742809/document>

DE LARMINAT, X. **LES AGENTS DE PROBATION FACE AU DEVELOPPEMENT DES APPROCHES CRIMINOLOGIQUES : CONTRAINTES ET RESSOURCES** : p.p. 26-38

A travers l'étude de deux SPIP (service pénitentiaire d'insertion et de probation) - l'auteur montre de quelle manière l'activité professionnelle des agents de probation, historiquement construite sur le modèle du travail social, glisse progressivement vers une mission de diagnostic

, <https://www.cairn.info/revue-sociologies-pratiques-2012-1-page-26.htm>

MARGAINE, C. **ETUDE DES OBLIGATIONS APPLICABLES EN MILIEU OUVERT : UNE ANALYSE DE LA DIMENSION COERCITIVE DE LA PROBATION, RAPPORT DE RECHERCHE** : 170 p.

L'objectif de cette recherche est de rendre compte de la dimension coercitive du milieu ouvert en confrontant le cadre juridique de la contrainte appréhendé par le biais des obligations pouvant être prononcée en milieu ouvert, avec les pratiques des professionnels de l'exécution des peines... Ce rapport de recherche est consultable sur le site : <https://www.enap.justice.fr>

SALLEE, N. - JASPART, A. **EXPERIENCES JUVENILES DE LA PENALITE**: in *Agora débats/jeunesses*, octobre 2017, n°77, p.p. 57-133,

Ce dossier aborde l'analyse des trajectoires des jeunes en situation de délinquance, afin de renouveler le regard sociologique sur le droit et les institutions pénales. Il réunit les textes suivants qui posent la question des expériences des jeunes avec les institutions pénales : - Sortir de cellule/demeurer en cellule - Un contrôle pénal

négociable - L'"art" de la fugue - Chronique d'un déferement - Expériences sociojudiciaires et sorties de délinquance.

<https://www.cairn.info/revue-agera-debats-jeunesses-2017-3.htm>

Doumeng, V. **LES NOUVELLES ASSISTANTES SOCIALES DES SPIP : UNE PLACE A CREER** 2015, 67 p.

l'auteure présente dans son mémoire de recherche et d'application professionnelle : - Le recrutement d'assistants de service social pour l'accès aux droits sociaux - Les enjeux de l'intégration des assistants de service social dans les SPIP. A consulter sur le site :

<https://www.enap.justice.fr>

TAMERLO, F. **UN RAPPORT PLAIDE POUR UNE GRANDE REFORME DE LA POLITIQUE DE REINSERTION DES DETENUS** : in *Actualités sociales hebdomadaires*, 17 FEVRIER 2017, n°2998, P.P. 5-7

Un rapport des services judiciaires (IGSJ), des affaires sociales (IGAS) et des finances (IGF) préconise d'intégrer l'objectif de réinsertion le plus en amont possible dans le fonctionnement du système pénitentiaire et de revoir la gouvernance de la politique de réinsertion des personnes placés sous main de justice.

http://www.justice.gouv.fr/publication/rapport_insertion_penitentiaire_2016/rapport_insertion_penitentiaire_v2.pdf

Dvd-documentaire

TRIGUEROS, H. **UNE LIBERTE SOUS CONTROLE**. : [S.l.] : DYNAMO PRODUCTION, 2013, 52 ', DVD 191

Documentaire présentant les mesures de contrôle en milieu ouvert pour les condamnés. Ce dispositif de liberté sous contrôle est concrétisé par le bracelet électronique et l'action des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation. Il permet, tout en évitant la prison, d'accompagner et éduquer les condamnés afin d'améliorer leur réinsertion et prévenir la récidive. Ce documentaire, principalement structuré autour des rendez-vous, met l'accent sur le travail d'action sociale des agents et sur leur rôle qui n'est pas seulement d'opérer un suivi administratif. En effet, conscients de se trouver au coeur d'une mesure substitutive à la prison et dans une phase de transition du condamné, ils se donnent pour mission la prise de conscience et l'élaboration des moyens à mettre en oeuvre pour prévenir la récidive. Ce travail nécessite une adaptation permanente aux publics accueillis, la bienveillance n'empêchant pas la vigilance voire la fermeté ou le rappel impératif du cadre. Ils disposent d'espaces de parole, en rendez-vous ou en ateliers. Ces derniers sont autant une libération de la parole pour les publics qu'un moyen d'obtenir une représentation de leur état d'avancement afin de progresser avec chacun de manière individuelle.

Sites web

L'école nationale d'administration pénitentiaire (ENAP)

L'école nationale d'administration pénitentiaire est un établissement public administratif rattaché au ministère de la Justice qui relève de la direction de l'administration pénitentiaire. Elle a pour mission de donner aux fonctionnaires pénitentiaires une formation professionnelle théorique et pratique

<https://www.enap.justice.fr/>

Pour toute information sur cette bibliographie, contactez le Centre de Ressources en information Sociale - CERIS - de l'IRTS-IDS Normandie

Tel : 02 32 83 25 02
ceris@irtsnormandie.ids.fr

IRTS-IDS Normandie
Allée Flore,
BP 118,
76380 Canteleu



<https://infodoc.irtsnormandie.ids.fr>

ou

www.irtsnormandie.ids.fr
rubrique «Centre de ressources»



L'IRTS-IDS Normandie est géré par
l'Association pour le Développement Social
Cultuel et International